

Le commerce s'ouvre, les portes se ferment

MARGARET PETERS, dans *Trading Barriers: Immigration and the Remaking of Globalization*, décrit plusieurs faits nouveaux concernant la relation entre politique commerciale internationale et politique d'immigration. Le cœur de son propos? Sur de longues périodes et à travers une large palette de pays, la libéralisation des échanges entraîne un durcissement de la politique d'immigration. Peters étaye son argumentaire par un récit intuitif assorti d'un impressionnant recueil de données.

Son principal argument est à la fois nouveau et très simple. Aux États-Unis et dans les autres pays aisés, le commerce international peut diminuer la

lieu les arbitrages qui ont façonné la position des dirigeants et des entreprises en matière d'immigration et de politique commerciale à travers le monde au cours des deux derniers siècles. Elle fournit une description fouillée des politiques gouvernementales dans 19 pays différents (membres de l'OCDE, nations du golfe Persique et de l'Asie de l'Est) et complète son récit par des données sur les progrès technologiques dans les transports, qui ont facilité le commerce international. Graphiques à l'appui, elle apporte d'abord des preuves de la divergence entre immigration et politique commerciale sur le long terme dans nombre de ces pays. Puis elle montre que le resserrement des politiques d'immigration a pour effet d'assouplir les politiques commerciales, même à court terme.

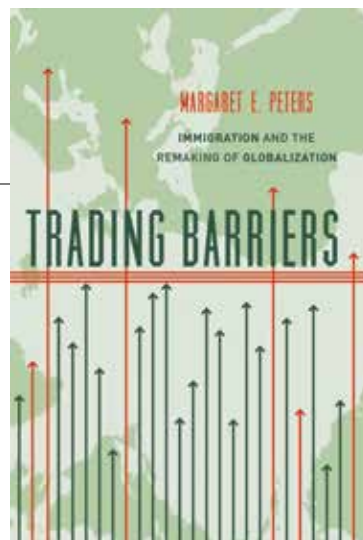
Peters pose ensuite les jalons intermédiaires de sa démonstration, en prouvant que l'intensité du lobbying sur la législation en matière d'immigration est systématiquement liée à son exposition à la libéralisation des échanges. Aux États-Unis, elle répertorie les différents degrés d'exposition d'entreprises d'un même État américain et met à jour l'existence d'un lien entre ces différences et la répartition des votes au Sénat américain.

Si Peters exagère parfois la robustesse de ses résultats empiriques, la cohérence de ses conclusions à travers différents contextes devrait se révéler précieuse dans la négociation de politiques commerciales et migratoires. S'il est impossible de libéraliser à la fois les échanges et l'immigration, il convient de choisir soigneusement entre les deux.

Pour finir, je me permettrai une objection à la théorie économique censée soutenir l'argumentaire de l'ouvrage. À mes yeux, Peters aurait pu en venir plus rapidement à ses conclusions au lieu de décrire aussi exhaustivement les mécanismes entre commerce, immigration, investissement étranger et technologie. Au final, cette démarche hybride (ni un modèle formel, ni une rapide synthèse) laissera les universitaires perplexes quant aux hypothèses avancées et noiera le lecteur lambda dans une surabondance de détails.

Malgré tout, ce livre mérite d'être lu, notamment parce qu'il devrait apporter une perspective forte et novatrice au débat sur le commerce et la politique d'immigration. **FD**

GREG C. WRIGHT, professeur assistant à l'université de Californie (Merced).



Margaret E. Peters
**Trading Barriers:
 Immigration and the
 Remaking of Globalization**
 Princeton University Press,
 Princeton, NJ, 2017, 352 pages,
 95 dollars

demande de main-d'œuvre faiblement qualifiée, notamment au sein de la population immigrée, si bien que les entreprises sont moins susceptibles de réclamer un assouplissement des politiques d'immigration. La libéralisation oriente donc indirectement la politique intérieure en défaveur des immigrés faiblement qualifiés.

Professeure de sciences politiques à l'université de Californie (Los Angeles), Peters étudie en premier